



Le terrorisme mono-actif au Cameroun : une incidence cumulative

Diplomatie, économie, sécurité, politique : pour une stratégie holistique de réduction de l'incidence

Par **Paul William PONDİ** · *Consultant en relations internationales*

Concentré dans l'Extrême-Nord, au contact du bassin du lac Tchad, le terrorisme qui frappe le Cameroun n'en est pas pour autant une menace locale. Ses effets les plus durables ne passent pas par les attaques, mais par les déplacements, la fermeture des marchés, l'érosion de la confiance et l'épreuve de la légitimité de l'État. Cette note propose une grille de lecture — le terrorisme mono-actif — et une doctrine de réponse qui dépasse la seule action cinétique.

LECTURE DÉCIDEUR — CINQ POINTS CLÉS

CONSTAT	Un foyer principal (l'Extrême-Nord), un répertoire dominant (attaques asymétriques) et un écosystème d'acteurs identifiable, issu de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest.
ENJEU	La menace agit sur quatre plans à la fois : diplomatique, économique, sécuritaire et politique. Son incidence est cumulative.
RISQUE	Une réponse exclusivement militaire réduit des incidents sans neutraliser les conditions qui permettent au terrorisme de se régénérer.
CONTEXTE	La Force multinationale mixte est fragilisée (retrait du Niger en 2025) : la diplomatie de bassin devient un impératif national.
DOCTRINE	Différencier, territorialiser, inscrire dans la durée — et mesurer le succès par le retour de l'État, pas seulement par le nombre d'attaques.

DANS CETTE NOTE

- Introduction : une menace concentrée, mais non isolée
- I La configuration diplomatique : une souveraineté régionalisée
- II La configuration économique : de la violence à l'érosion des capacités
- III La configuration sécuritaire : vers la sécurité humaine
- IV La configuration politique : légitimité et cohésion

V Stratégie holistique, grille d'évaluation et conclusion

INTRODUCTION — UNE MENACE CONCENTRÉE, MAIS NON ISOLÉE

Depuis le début des années 2010, l'Extrême-Nord du Cameroun est exposé aux incursions, enlèvements, raids et attentats de factions issues de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest. Les attaques se concentrent notamment dans les divisions du Mayo-Sava, du Mayo-Tsanaga et du Logone-et-Chari¹, tandis que les violences des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest relèvent de dynamiques distinctes. Cette violence s'articule à une frontière difficile à contrôler, à la circulation des populations autour du lac Tchad, à une pauvreté structurelle et à la fragilité des services publics.

DÉFINITION — LE TERRORISME MONO-ACTIF

Catégorie **analytique**, et non qualification pénale, le terrorisme mono-actif désigne une configuration dans laquelle trois éléments structurent l'essentiel de l'incidence terroriste : **un théâtre principal, un répertoire d'action dominant** — attaques asymétriques contre les civils, les forces de sécurité, les axes de circulation et les ressources locales — et **une organisation armée à forte continuité stratégique**.

Le terme ne signifie ni qu'un seul groupe agit, ni que les autres crises camerounaises sont secondaires. La lecture part d'un foyer dominant pour en observer ensuite les ramifications.

Cette précision prévient deux erreurs symétriques : traiter toutes les violences camerounaises comme un même conflit, ou isoler le terrorisme de son environnement social, économique et diplomatique. Car la violence produit des effets qui dépassent la scène de l'attentat : elle modifie les prix, les itinéraires, la présence administrative, les relations entre communautés et la perception même de la souveraineté.

Dans l'Extrême-Nord, un enlèvement peut être à la fois un acte terroriste, une opération de financement, une attaque contre la mobilité pastorale et un message adressé à l'État.

L'Extrême-Nord n'est pas une périphérie extérieure au pays : c'est un espace de circulation, d'agriculture, de pêche, d'élevage et de relations familiales qui relie le Cameroun au Nigeria, au Tchad et à la Centrafrique. La frontière y est une ligne administrative ; la vie sociale se déploie bien au-delà. Le foyer est localisé, mais ses facteurs d'alimentation sont régionaux — flux de personnes, d'armes, de carburant, de bétail et d'argent, perceptions d'abandon, conflits fonciers. D'où l'hypothèse centrale de cette note : **l'incidence du terrorisme mono-actif est cumulative**, et elle se lit sur quatre configurations.

I DIPLOMATIQUE	II ÉCONOMIQUE	III SÉCURITAIRE	IV POLITIQUE
Souveraineté régionalisée, déplacements	Coûts, économie de guerre, alimentation	Menace adaptative, vigilance, droits	Présence publique, cohésion, réintégration

¹U.S. Department of State, *Country Reports on Terrorism 2023: Cameroon*, 2024.

I. LA CONFIGURATION DIPLOMATIQUE : UNE SOUVERAINETÉ EXPOSÉE ET RÉGIONALISÉE

I.1 La frontière du lac Tchad, espace de sécurité collective

La première incidence diplomatique est de déplacer la sécurité camerounaise vers une échelle régionale. Aucun État ne peut contrôler seul les circulations du bassin du lac Tchad. Les groupes armés exploitent les limites de la coordination, les différences de législation et les temporalités divergentes des forces nationales : une opération efficace d'un côté de la frontière peut déplacer la menace de l'autre sans en modifier les causes.

Le Cameroun participe à la Force multinationale mixte (FMM), cadre indispensable pour le renseignement, les opérations et la stabilisation. Elle révèle pourtant une tension durable : les États veulent préserver leur souveraineté opérationnelle, alors que la menace exige une action transfrontalière. La coopération devient une souveraineté partagée dans les faits, rarement reconnue comme telle dans les discours.

ACTUALISATION IARS — UNE COOPÉRATION RÉGIONALE FRAGILISÉE

Depuis la rédaction de l'étude, le cadre régional s'est affaibli. En novembre 2024, la présidence tchadienne a publiquement envisagé de quitter la FMM, dont elle dénonçait la « léthargie » ; le 29 mars 2025, le Niger a annoncé son retrait, pour redéployer ses troupes vers la protection de ses sites pétroliers.²

Lecture IARS. La FMM repose désormais pour l'essentiel sur le Cameroun, le Nigeria et le Tchad. Le risque d'une trajectoire comparable à celle du G5 Sahel n'est pas théorique : il fait de la diplomatie de bassin une priorité nationale, et non plus seulement un engagement multilatéral.

I.2 Entre coopération et autonomie stratégique

La diplomatie camerounaise doit composer avec trois exigences : obtenir un soutien régional sans paraître déléguer la défense du territoire ; solliciter une assistance internationale sans transformer l'antiterrorisme en dépendance stratégique ; maintenir des relations fonctionnelles avec des voisins alors que les frontières sont aussi des espaces de suspicion et de refoulement.

La coopération internationale a renforcé la surveillance, la formation et le financement de la lutte antiterroriste. Elle pose toutefois une question de contrôle politique : qui définit la menace, qui fixe les priorités, qui évalue les résultats ? L'autonomie stratégique recherchée n'est pas l'autosuffisance, mais la capacité de choisir ses partenariats et de garder la maîtrise des objectifs. Une assistance qui finance des équipements sans renforcer l'administration, la justice et les services sociaux produit une sécurité fragmentée.

La menace constitue aussi une **ressource diplomatique** : elle justifie des alliances et place le pays au centre des discussions régionales. Cette ressource a une limite — la tentation de présenter toute contestation comme une menace sécuritaire. La crédibilité internationale du Cameroun dépend de sa capacité à distinguer terrorisme, criminalité, conflit politique et revendication sociale.

²Présidence de la République du Tchad, communiqué du 3 novembre 2024 ; annonce de l'armée nigérienne, 29 mars 2025 ; ISS Africa, « La coopération sécuritaire menacée dans le bassin du lac Tchad ».

I.3 La diplomatie des populations déplacées

Selon l'Aperçu des besoins humanitaires 2024 des Nations unies, 3,4 millions de personnes avaient besoin d'assistance et de protection au Cameroun ; le pays comptait près d'un million de déplacés internes et près d'un demi-million de réfugiés et demandeurs d'asile.³

3,4 M personnes ayant besoin d'assistance (2024)	≈ 1 M déplacés internes	≈ 0,5 M réfugiés et demandeurs d'asile	> 2,5 M personnes en insécurité alimentaire aiguë
---	-----------------------------------	--	---

Source : OCHA, *Cameroon Humanitarian Needs Overview 2024*. Chiffres nationaux, incluant les effets des crises du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Les déplacements ne sont pas seulement une conséquence humanitaire : ils modifient les rapports entre États. Ils exigent des mécanismes d'enregistrement, de retour, de protection et de partage des responsabilités, et deviennent objets de suspicion lorsque les populations en mouvement sont assimilées à des menaces. Une politique cohérente doit protéger la frontière sans criminaliser la mobilité ordinaire. Lorsque les déplacés accèdent à l'école, à la santé, à l'état civil et à des moyens de subsistance, le retour de l'autorité publique devient concret ; lorsque l'aide reste irrégulière ou militarisée, l'État apparaît comme un acteur de contrôle plutôt que comme un fournisseur de sécurité humaine.⁴

II. LA CONFIGURATION ÉCONOMIQUE : DE LA VIOLENCE DIRECTE À L'ÉROSION DES CAPACITÉS

II.1 Les coûts visibles

Le coût budgétaire est immédiat : déploiement des forces, protection des infrastructures, renseignement, soins aux victimes, réhabilitation. Ces dépenses nécessaires réduisent les marges disponibles pour l'éducation, la santé, l'eau, l'agriculture et les transports, dans une région déjà vulnérable. Le secteur privé en supporte sa part : les commerçants réduisent leurs déplacements, les transporteurs modifient leurs itinéraires, les investisseurs reportent leurs projets, les marchés hebdomadaires ferment ou fonctionnent par intermittence.

La Banque mondiale souligne la combinaison, dans l'Extrême-Nord, de la pauvreté, de la vulnérabilité climatique, du déficit d'infrastructures et de la crise sécuritaire.⁵ La violence n'est donc pas un choc isolé : elle frappe un tissu économique déjà exposé aux sécheresses, aux inondations, à l'enclavement et aux fluctuations des prix.

³OCHA, *Cameroon Humanitarian Needs Overview 2024*, 15 avril 2024.

⁴UNHCR, *Global Trends: Forced Displacement in 2023, 2024*.

⁵Banque mondiale, « Le Cameroun va améliorer les infrastructures et la résilience climatique dans la région de l'Extrême-Nord », 21 juin 2023.

II.2 L'économie de guerre, une économie de réputation

Les groupes armés financent leurs opérations par le vol de bétail, les prélèvements forcés, les enlèvements contre rançon, le pillage, la contrebande et l'extorsion.⁶ Cette économie de guerre à petite échelle n'exige pas le contrôle permanent d'une ville : il suffit de perturber les routes, d'imposer des taxes clandestines ou de tenir temporairement un marché pour capter des ressources.

C'est aussi une **économie de réputation**. Un groupe capable de punir rapidement un village ou d'enlever un acteur économique acquiert une capacité de coercition supérieure à sa présence militaire réelle. Les populations adaptent leurs comportements avant même qu'une attaque ne survienne : elles évitent certains itinéraires, réduisent leurs activités, limitent leur coopération avec l'administration. L'incidence économique dépasse ainsi largement les destructions enregistrées.

LECTURE IARS — ASSÉCHER LE FINANCEMENT SANS ÉTOUFFER L'ÉCONOMIE RURALE

Dans les zones rurales, les transactions passent par le commerce du bétail, les transferts informels, les marchés et les intermédiaires. Le gel des avoirs et la surveillance bancaire n'y ont qu'une portée limitée. Trois orientations s'imposent :

- **Tracer sans détruire** : renforcer la traçabilité des marchés à bétail et des transferts, sans fermer les circuits légitimes dont dépendent les ménages.
- **Associer** autorités locales, opérateurs économiques et services financiers, y compris la monnaie mobile, à la détection des flux anormaux.
- **Protéger les corridors** : un marché sécurisé prive les groupes armés de leur capacité de taxation clandestine.

II.3 La sécurité alimentaire, enjeu stratégique

L'agriculture, l'élevage et la pêche sont touchés par les déplacements, la peur et l'accès irrégulier aux terres. Les agriculteurs abandonnent les champs éloignés, les éleveurs réduisent les transhumances, les pêcheurs se retirent des zones lacustres. Chaque restriction diminue l'offre alimentaire et les revenus, et accroît la dépendance à l'aide. En 2024, plus de 2,5 millions de personnes faisaient face à une insécurité alimentaire aiguë au Cameroun — indicateur de vulnérabilité systémique, et non preuve d'une causalité automatique entre faim et terrorisme.

L'insécurité alimentaire nourrit à son tour la fragilité sociale : tensions entre déplacés et communautés hôtes, concurrence sur les ressources, recrutement facilité de jeunes sans revenus. La priorité économique consiste donc à maintenir des **corridors d'activité protégés**. Sécurité des marchés, accès aux intrants, réhabilitation des routes rurales et sécurisation des points d'eau peuvent produire des effets stabilisateurs supérieurs à une simple augmentation des effectifs militaires, parce qu'ils réduisent les opportunités de prédation et rétablissent la présence de l'État par des services concrets.

LECTURE IARS — L'ÉCONOMIE COMME SYSTÈME D'ALERTE PRÉCOCE

Les signaux économiques précèdent souvent les signaux sécuritaires : un marché qui se vide, un prix du bétail qui décroche, un axe que les transporteurs évitent ou un coût du fret qui s'envole traduisent une pression coercitive avant même qu'une attaque ne soit enregistrée. Intégrer ces données au renseignement — en lien avec les chambres de commerce, les associations d'éleveurs et les transporteurs — permettrait d'anticiper les redéploiements de la menace plutôt que de les constater.

⁶GAFI, *Terrorist Financing in West and Central Africa*, 2021 ; International Crisis Group, *Cameroon: Confronting Boko Haram*, Africa Report n° 241, 2016.

III. LA CONFIGURATION SÉCURITAIRE : DU CONTRÔLE TERRITORIAL À LA SÉCURITÉ HUMAINE

III.1 Une menace asymétrique et adaptative

Le terrorisme mono-actif ne cherche pas nécessairement à conquérir durablement un territoire. Il vise à rendre l'administration coûteuse, à empêcher la circulation et à démontrer l'impuissance de l'État, par des embuscades, des engins explosifs improvisés, des enlèvements et des attaques de villages. La menace alterne phases de forte visibilité et de basse intensité.

Cette adaptabilité rend insuffisante une doctrine fondée sur la seule reprise des positions. Une zone peut être déclarée sécurisée tout en restant inaccessible aux enseignants, aux agents de santé ou aux commerçants. La sécurité territoriale doit se mesurer à la capacité des habitants à vivre, produire et se déplacer. Les forces camerounaises ont développé des opérations nationales et régionales ainsi que des mécanismes de désarmement, démobilisation et réintégration ; mais la réintégration formelle et la formation professionnelle demeuraient limitées dans certains centres en 2023.⁷ Désarmer un combattant ne suffit pas si son retour social échoue.

III.2 Les comités de vigilance : les risques de la délégation

Les comités de vigilance connaissent les itinéraires, les habitudes et les signaux faibles que les forces extérieures ne perçoivent pas. Leur mobilisation réduit le coût de la surveillance dans des zones vastes et difficiles d'accès. Mais, sans encadrement, ils s'exposent aux accusations de règlements de comptes, de ciblage ethnique ou d'arrestations arbitraires, et peuvent aggraver les conflits locaux. La population ne doit pas devenir une force auxiliaire sans protection juridique.

ENCADRÉ — QUATRE GARDE-FOUS POUR LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE

- **Des règles** : un statut clair, des missions définies, une interdiction explicite de la justice expéditive.
- **Une formation** : droit applicable, protection des civils, transmission du renseignement.
- **Une supervision** : rattachement à une autorité identifiée, redevable de leurs actes.
- **Des voies de plainte** accessibles aux habitants, et protectrices pour les sources.

III.3 La frontière entre antiterrorisme et droits fondamentaux

Les arrestations massives, les restrictions indistinctes et les sanctions collectives produisent un rendement sécuritaire incertain et alimentent la propagande des groupes armés. Le droit international exige que les mesures de sécurité soient légales, nécessaires et proportionnées.⁸ La protection des civils, l'accès à la justice et la responsabilité des agents publics ne sont pas des contraintes extérieures à la sécurité : ils en constituent **l'infrastructure**. Le renseignement humain gagne en qualité lorsque la confiance est réciproque — lorsque les habitants savent que leurs informations seront protégées et que leurs proches ne seront pas arrêtés sans preuve. La sécurité humaine ne remplace pas la force : elle l'oriente.

⁷U.S. Department of State, *Country Reports on Terrorism 2023: Cameroon*, op. cit.

⁸AGNU, résolution 60/158, « Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste », 2005 ; UNOCT, *Human Rights and Counter-Terrorism*.

IV. LA CONFIGURATION POLITIQUE : LÉGITIMITÉ, GOUVERNANCE ET COHÉSION

IV.1 Le terrorisme comme crise de présence publique

L'autorité de l'État se proclame dans les capitales, mais se construit dans les villages. Un poste administratif fermé, un tribunal absent ou une école interrompue signalent une souveraineté incomplète. Le groupe armé peut alors se présenter comme une puissance capable de punir, d'arbitrer ou de distribuer, même si cette prétention repose sur la coercition. La crise politique tient moins à la popularité du terrorisme qu'à l'écart entre les promesses de l'État et l'expérience quotidienne des citoyens. Sa résorption passe par la continuité des services, la justice foncière, l'état civil, la réparation des dommages et la participation des autorités traditionnelles et municipales.

L'autorité de l'État se proclame dans les capitales, mais elle se construit dans les villages.

IV.2 La gestion des identités et des fractures

Le terrorisme ne crée pas toutes les fractures religieuses, communautaires, générationnelles ou territoriales, mais il peut les militariser. Toute stigmatisation collective réduit la qualité du renseignement et élargit le cercle des exclus. Dans l'Extrême-Nord, la médiation peut mobiliser chefs traditionnels, autorités religieuses, organisations de femmes, jeunes et acteurs économiques — non pour remplacer les institutions, mais pour rendre les politiques publiques socialement intelligibles. Les femmes, qui détectent souvent les ruptures familiales et les changements de comportement tout en étant exposées aux violences sexuelles et à la perte de revenus, sont un pilier de la détection précoce.⁹

IV.3 La réintégration, épreuve de crédibilité

Si les anciens membres de groupes armés ne trouvent ni formation, ni revenu, ni reconnaissance, le désarmement reste temporaire. Si les victimes estiment que les ex-combattants bénéficient de privilèges sans répondre de leurs actes, la réconciliation devient injuste.¹⁰ Une politique durable doit donc différencier les parcours, par des procédures fiables et transparentes.

Profil	Réponse	Condition de réussite
Auteurs de crimes graves	Poursuites judiciaires	Procès équitables, place reconnue aux victimes
Rôles périphériques	Programmes de réinsertion	Formation reliée à une activité locale réelle
Personnes contraintes	Accompagnement psychosocial et réintégration communautaire	Acceptation par la communauté, projets collectifs

Tableau 1 — Différencier la réintégration : ni impunité générale, ni punition indifférenciée.

La réintégration doit aussi être territoriale : former un individu sans créer d'activité dans sa communauté ne suffit pas. Les programmes doivent relier formation, microfinance, accompagnement psychosocial, éducation civique et projets collectifs, et se mesurer à la restauration des liens sociaux autant qu'à la baisse du recrutement.

⁹ ONU Femmes, *Preventing Violent Extremism through Promoting Women's Empowerment and Gender Equality*, 2015.

¹⁰ PNUD, *Preventing and Responding to Violent Extremism in Africa*, 2023.

V. VERS UNE STRATÉGIE HOLISTIQUE DE RÉDUCTION DE L'INCIDENCE

V.1 Une doctrine intégrée

Une stratégie holistique n'additionne pas des programmes : elle suppose une doctrine commune reliant diplomatie, sécurité, économie et politique, autour de trois principes.

1 DIFFÉRENCIATION	2 TERRITORIALISATION	3 CONTINUITÉ
Distinguer groupes terroristes, réseaux criminels, conflits communautaires et contestations politiques.	Adapter les réponses aux divisions administratives et aux couloirs de mobilité.	Inscrire les interventions dans des cycles pluriannuels, non dans des opérations ponctuelles.

Le pilotage doit réunir ministères, collectivités, forces de sécurité, acteurs humanitaires et société civile autour d'un **tableau de bord commun** — incidents, déplacements, prix, accès aux services, retours, plaintes — dont les données sont partagées avec prudence pour protéger les populations et les sources.

V.2 La diplomatie comme outil de prévention

La diplomatie régionale devrait privilégier des mécanismes permanents d'alerte, de coordination frontalière et de protection des marchés. Les accords opérationnels doivent préciser les procédures de poursuite transfrontalière, d'échange de renseignements, de retour des déplacés et de traitement des détenus : la confiance se construit par des routines, pas seulement par des sommets. Le Cameroun peut aussi promouvoir une diplomatie du développement dans le bassin — routes, irrigation, énergie, commerce — qui intègre l'analyse de sécurité sans militariser les infrastructures.

V.3 Investir dans la résilience locale

La résilience est la capacité d'une communauté à absorber un choc, à maintenir ses fonctions essentielles et à se relever.¹¹ Elle suppose des écoles accessibles, des centres de santé, des marchés protégés, de l'eau, des routes praticables et des mécanismes de règlement des différends. Les investissements doivent viser les zones d'accueil autant que les zones de retour, faute de quoi la politique de déplacement met en concurrence des populations vulnérables. Une infrastructure non entretenue ou inaccessible ne produit pas de résilience.

V.4 Mesurer autrement le succès

Le nombre d'attaques reste un indicateur important, mais insuffisant : une baisse des incidents peut résulter d'un déplacement temporaire de la menace ou d'un silence imposé par la peur. La grille présentée en page suivante déplace l'évaluation d'un indicateur unique vers un tableau de bord multidimensionnel.

¹¹Banque mondiale, *The Lake Chad Regional Economic Memorandum*, 2022.

Tableau 2 — Grille d'évaluation multidimensionnelle de l'incidence terroriste

Dimension	Indicateur proposé	Précaution d'interprétation
Menace	Nombre, type et localisation des incidents par division	Une baisse peut traduire un déplacement ou un silence imposé
Sécurité humaine	Écoles ouvertes, centres de santé fonctionnels, délai d'accès	Zone « sécurisée » ne veut pas dire accessible
Économie locale	Fréquentation et régularité des marchés hebdomadaires	Forte saisonnalité : lire en tendance pluriannuelle
Économie locale	Prix des biens essentiels et coût du transport sur les axes exposés	Sensible au climat, au change, aux prix régionaux
Déplacements	Retours volontaires et durabilité à douze mois	Un retour contraint ne vaut pas stabilisation
Gouvernance	Postes administratifs ouverts, actes d'état civil délivrés	Présence nominale n'est pas service rendu
Justice	Plaintes déposées, traitées, délai moyen	Plus de plaintes peut signaler plus de confiance
Cohésion sociale	Participation des jeunes et des femmes à la prévention	Exige des données désagrégées
Réintégration	Insertion économique des ex-combattants à 24 mois	Formation sans débouché local = échec

La grille n'a de valeur que publiée et discutée : une mesure non partagée ne crée aucune incitation à agir.

CONCLUSION — TRANSFORMER LA VULNÉRABILITÉ EN RÉSILIENCE

L'analyse holistique conduit à refuser deux simplifications : croire que la force suffit, et croire que le développement dissoudra, à lui seul, la violence. Une route ne remplace pas le renseignement ; une opération militaire ne remplace pas la justice ; une aide humanitaire ne remplace pas une politique économique ; une coopération régionale ne remplace pas la responsabilité nationale. La réponse stratégique combine donc quatre engagements : une diplomatie régionale fondée sur la confiance et la protection des populations mobiles ; la protection des économies locales et l'interruption des circuits de financement sans criminaliser les échanges ordinaires ; une sécurité communautaire professionnalisée et soumise à des garanties juridiques ; la restauration de la présence publique par les services, la justice et la réintégration.

L'enjeu n'est pas seulement de vaincre un acteur armé, mais de faire en sorte que la violence ne puisse plus définir l'avenir d'un territoire.

Signaux à suivre (12-18 mois)	Pourquoi c'est décisif
Reconfiguration de la FMM autour du Cameroun, du Nigeria et du Tchad	Conditionne la capacité à traiter la menace à l'échelle du bassin.
Niveau des financements humanitaires et de stabilisation	Leur contraction fragiliserait déplacés, communautés hôtes et programmes de réintégration.
Mise en œuvre de la Stratégie régionale de stabilisation du bassin du lac Tchad	Seul cadre régional reliant sécurité, gouvernance et relèvement économique.
Durabilité des retours de déplacés dans l'Extrême-Nord	Indicateur le plus direct de la confiance dans la protection de l'État.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Analyse par configurations fondée sur des sources institutionnelles (Nations unies, Banque mondiale, GAFI, Département d'État américain), l'International Crisis Group et l'IFRI.¹² Données 2023-2024 ; actualisation relative à la FMM par l'IARS.

¹²ICG, *Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit*, Briefing n° 133, 2017 ; IFRI, *Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : l'arbre qui cache la forêt*, 2022.